



PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Marseille, le 17 MAI 2011

Adresse postale
Services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité Administrative
Bâtiment 1 – Porte B
84000 AVIGNON

N° GIDIC : 64.01247 - P1

Demande d'autorisation d'exploiter une carrière alluvionnaire

Rapport de l'inspecteur des installations classées

Référence : Transmission préfectorale du 30 juillet 2010.

Raison sociale : Société Lafarge Granulats Sud.

Siège social : 180 Rue René Descartes 13594 Aix en Provence cedex 3.

Adresse du site concerné : commune d'Orange aux lieux-dits "Le Lampourdier, Les Sept Combes, Maubuisson est, Maubuisson ouest et Auriac est"

RESUME

Le 26 juillet 2010, la Société Lafarge Granulats Sud dont le siège social est situé à Aix en Provence a déposé auprès de Monsieur le Préfet de Vaucluse un dossier de demande en vue d'être autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune d'Orange aux lieux-dits "Le Lampourdier, Les Sept Combes, Maubuisson est, Maubuisson ouest et Auriac est".

Cette demande d'autorisation a fait l'objet d'une procédure d'enquête publique et a été soumise à la consultation des services de l'État et des conseils municipaux concernés.

Le dossier technique remis par l'exploitant décrit les mesures qui seront mises en place par celui-ci pour prévenir les pollutions et les risques pouvant résulter du fonctionnement des installations (pollution des eaux, rejets atmosphériques, risques incendie et bruit).

Le commissaire enquêteur a donné un avis favorable à cette demande en recommandant de maintenir une approche globale de l'exploitation du massif ; de nombreuses remarques ont été formulées lors de la consultation, elles sont détaillées ci-après ; le pétitionnaire y a répondu point par point.

Dans le rapport présenté ci-dessous, l'inspection des installations classées propose d'autoriser le pétitionnaire à exploiter le site susvisé sous réserve du respect des prescriptions annexées à cet arrêté qui doit être soumis à l'avis de la CDNPS.

INTRODUCTION

Par courrier du 23 juillet 2010, la Société Lafarge Granulats Sud a sollicité l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune d'Orange.

Les installations et activités classées au titre de la nomenclature fixée par l'article R 511-9 du code de l'environnement sont les suivantes :

Nature des activités relevant de la nomenclature ICPE	Volume des activités	N° nomenclature	Classement
Exploitation d'une carrière de roches massives	Capacité maximale de production : 800.000 tonnes/an dont 550.000 tonnes par voie fluviale	2510-1	A
Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Puissance installée : 2000 kW environ	2515-1	A
Station service non ouverte au public	Volume annuel distribué : capacité équivalente < 3500 m ³	1435-3	DC
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Capacité équivalente < 10 m ³	1432-2-b	NC
Installation de compression	P < 50 kW	2920	NC
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Surface d'atelier inférieure à 500 m ²	2930	NC

Le dossier de demande présenté pour cette affaire a été considéré recevable le 13 septembre 2010.

Par transmission du 21 mars 2011, Monsieur le Préfet de Vaucluse nous a fait parvenir, pour l'établissement du rapport de synthèse, l'avis des services administratifs consultés, des conseils municipaux intéressés et du commissaire enquêteur ainsi que les résultats de l'enquête publique.

1 - OBJET DE LA DEMANDE

Cette demande concerne la poursuite et l'extension d'autorisation d'exploiter, pour une durée de 25 ans, du seul site important de calcaire en roche massive du Vaucluse, sur le territoire de la commune d'Orange, site sur lequel la société Delorme est également autorisée à exploiter à hauteur de 280000 t/an.

2 - EXAMEN DE LA DEMANDE

2.1 Description du projet

Le projet consiste à poursuivre et à étendre l'exploitation de calcaire précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 3 juin 2002 jusqu'au 25 juin 2013.

La superficie totale des terrains exploitables est d'environ 20 hectares, pour une emprise totale d'environ 32 hectares dont 8,5 concernant les installations de traitement et le terminal fluvial, correspondant au périmètre d'exploitation.

Les reconnaissances géologiques permettent d'appréhender les volumes de découverte (matériaux de surface inexploitable) et de matériaux exploitables sur chacun des secteurs. Le gisement exploitable est évalué à environ 20 000 000 tonnes, le volume des terres et stériles de découverte à 400 000 m³.

L'extraction est menée à ciel ouvert. Elle se décompose en trois phases :

- le décapage et traitement des zones superficielles à l'avancement de l'extraction,
- l'extraction des matériaux par abattage à l'explosif,
- la reprise des matériaux en pied de gradin soit à l'aide d'une pelle mécanique et d'un tombereau soit à l'aide d'une chargeuse qui les amène vers un concasseur primaire situé à proximité du site d'extraction, d'où ils repartent, à l'aide d'un convoyeur à bande vers les installations de concassage -criblage, situées à environ 900 mètres au sud.

Les produits issus du traitement sont ensuite acheminés vers les lieux de consommation par la route, à hauteur de 250 000 t/an, et par la voie fluviale pour le reste, à partir d'un quai de chargement sur le Rhône ; le chargement des bateaux est réalisé directement depuis l'installation par un convoyeur à bande.

L'autorisation d'exploiter porte sur une durée de 25 ans, pour une production qui sera portée progressivement de 500 000 à 800 000 t/an au maximum.

2.2 Caractéristiques principales du projet présenté

Nature du matériau	: calcaire
Superficie exploitée	: 20 hectares
Épaisseur de la découverte	: 2 m en moyenne (terre + stériles)
Profondeur exploitable	: 50 mètres
Quantité de matériaux à extraire	: 20 000 000 tonnes
Durée de l'autorisation sollicitée	: 25 ans
Production maximale autorisée	: 800.000 t/an
Cote NGF minimale d'extraction	: 40 NGF.

3 - INSTRUCTION DE LA DEMANDE

3.1 Avis des conseils municipaux

Les six conseils municipaux concernés par le rayon d'affichage de 3 km ont été consultés, les communes de Roquemaure et Orange ont émis un avis favorable, celles de Caderousse et Châteauneuf du Pape ont émis un avis défavorable, et celles de Montfaucon et de Sorgues n'ont pas répondu.

La commune d'Orange a assorti son avis favorable d'une réserve principale, à savoir limiter l'extraction à hauteur de 700 000 t/an afin de gérer de façon durable la ressource en matériaux calcaires que constitue le massif du Lampourdier.

Les communes de Châteauneuf du Pape et Caderousse ont émis un avis défavorable considérant que l'extension de la carrière entraînera une dégradation du paysage et de l'environnement, notamment quant aux émissions de poussières. Elles soulignent son impact sanitaire sur la population, et l'augmentation du trafic routier. Châteauneuf du Pape précise de plus que cela nuit à l'image de marque du terroir.

Réponse du pétitionnaire

« Conscient de la gêne et des nuisances qui peuvent être occasionnées, nous avons décidé de ne strictement pas augmenter le nombre de camions sur les routes. Ainsi, il n'y aura aucune modification avec la situation actuelle puisque l'augmentation de capacité sera entièrement absorbée par le transport fluvial.

Le flux de poids-lourds induit par l'exploitation (aller et retour) représente moins de 2,2 % des véhicules transitant par le village de Châteauneuf du Pape.

Concernant le risque que peuvent représenter les poussières pour l'homme, la notice relative à la conformité de l'exploitation avec les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité du personnel précise que les derniers contrôles de l'empoussiérage aux postes de travail ont permis de montrer que le taux de quartz des poussières alvéolaires est inférieur à 1 % (0,57 %), et donc l'absence de risque pour le personnel. Il en va donc de même pour les riverains du site.

Enfin, les camions contenant des éléments fins sont obligatoirement bâchés ; des contrôles sont réalisés régulièrement par l'exploitant.

Concernant l'impact visuel, l'étude paysagère complémentaire d'avril 2009 met en évidence que la commune de Caderousse n'est absolument pas située dans les zones de perception visuelle de la carrière. Le terminal fluvial, implanté sur la rive gauche du Rhône, n'est donc pas visible depuis Caderousse.

L'augmentation de capacité sollicitée par LGS, de 600.000 tonnes à 800.000 tonnes maximum par an, est une réelle nécessité pour le développement du site et d'un intérêt fort pour le département du Vaucluse.

En effet, le site du Lampourdier est celui qui dans le cadre de la substitution alluvionnaire correspond le mieux à la demande croissante du BTP.

Ce site, grâce à sa position géographique stratégique pour le département (à proximité des lieux de consommation et associé au transport fluvial) et à des réserves importantes d'un gisement de très bonne qualité, répond complètement aux besoins et aux considérations de développement durable attendus dans le cadre des nombreux projets d'infrastructures et de développement prévus dans le département.

Par ailleurs, les investissements importants, de l'ordre de 4 millions d'euros, réalisés sur ce site en particulier pour la réalisation du terminal fluvial nécessitent pour être économiquement acceptables, un retour sur amortissement s'étalant sur une durée de 25 ans ».

Avis de l'inspection des installations classées

Au titre de l'hygiène et de la sécurité du personnel, chaque année, le taux de quartz (donc de silice) présent dans le matériaux extrait est contrôlé par un organisme indépendant ; ce taux, dès lors qu'il est inférieur à 1 %, ne nécessite pas de protection particulière du personnel travaillant sur la carrière. Dans ces conditions, les riverains du site qui sont beaucoup moins exposés que le personnel à son poste de travail, n'encourent pas de risque de silicose.

Des mesures sont proposées pour réduire les émissions de poussières. L'obligation de bâcher les camions contenant des éléments fins est prévue à l'article 15 du projet d'arrêté préfectoral.

Le fait de ramener la capacité maximale d'extraction de 800 000 à 700 000 t/an ne change rien à la gestion durable de la ressource, compte tenu des réserves en place estimées à 90 000 000 de tonnes ; de plus, la montée en puissance de l'extraction se fera sur au moins 5 années, et viendra en substitution de l'alluvionnaire pour la fabrication des matériaux autres que les couches de roulement de chaussée.

3.2 Avis émis lors de l'enquête publique

Elle s'est déroulée du 17 janvier au 17 février 2011 inclus.

Lors de ses permanences en mairie, le commissaire enquêteur a reçu 33 personnes, 14 observations ont été consignées dans le registre d'enquête, et 229 lettres ou pétitions lui ont été remises ou envoyées.

Ces observations ont été rassemblées par thème afin de faciliter la clarté des réponses du pétitionnaire.

Les observations formulées portent principalement sur les points suivants :

- l'impact paysager,
- l'aspect sanitaire,
- l'aspect écologique,
- l'impact sur la viticulture,
- l'impact sécuritaire,
- l'impact économique,
- l'impact médiatique,
- le respect des règles d'exploitation,
- la publicité lors de l'instruction,
- les nuisances sonores.

Il convient de noter que plusieurs remarques concernent l'exploitation de la carrière Delorme, et non pas celle de Lafarge Granulats Sud.

3.3 Mémoire en réponse du pétitionnaire

Par courrier du 7 mars 2011, le pétitionnaire a répondu point par point aux observations formulées, son mémoire en réponse est annexé au présent rapport.

3.4 Avis du Commissaire Enquêteur

Après étude du dossier présenté à l'enquête publique et considérant, au vu du mémoire en réponse du pétitionnaire que les nuisances générées par le fonctionnement de la carrière sont bien analysées et prises en compte, et, notamment, que le surcroît de production sera entièrement évacué par voie fluviale, le commissaire enquêteur a émis le 17 mars 2011, un avis favorable au projet.

3.5 Avis émis lors de l'enquête administrative et mémoire en réponse du pétitionnaire

3.5.1 Agence Régionale de Santé

La Délégation territoriale de Vaucluse de l'Agence Régionale de Santé PACA indique, par courrier du 25 février 2011, que la nuisance principale générée actuellement par la carrière est le bruit produit par le trafic de camions, notamment par ceux qui traversent en grand nombre le centre du village de Châteauneuf du Pape, et considère, en y associant le trafic de camions lié à la carrière voisine, que le statu quo prolongé pour une durée de 25 ans ne lui paraît pas acceptable.

Elle termine en précisant que l'autorisation doit s'accompagner d'une réduction significative du trafic et que le transport fluvial est une solution qu'il faut plus développer.

Réponse du pétitionnaire

« Les éléments relatifs au transport sont repris ci-dessus dans notre réponse aux communes de Châteauneuf du Pape et Caderousse.

Quant à la durée de l'autorisation sollicitée, les investissements importants, de l'ordre de 4 millions d'euros, mis en œuvre pour la réalisation du terminal fluvial et de l'installation de traitement moderne et performante qui permet de l'alimenter nécessitent pour être économiquement acceptables, un retour sur amortissement

s'étalant sur une durée importante. Il est alors nécessaire de renouveler l'ensemble des activités pour une durée de 25 ans ».

Avis de l'inspection des installations classées

Le flux de poids-lourds induit par l'exploitation (aller et retour) cumulée des carrières Lafarge et SCV représente moins de 4 % des véhicules transitant par le village de Châteauneuf du Pape.

L'inspection prend acte de la position de l'ARS sur l'impact sanitaire du flux de circulation actuelle. La situation résulte d'activités déjà autorisées pour lesquelles un renouvellement des autorisations est sollicité sans aucune augmentation du trafic routier, l'augmentation de la capacité maximale de production de 600.000 à 800.000 tonnes étant absorbée par la voie fluviale.

S'il y a un réel problème sanitaire bruit supposé ou avéré, et que la réalisation d'une étude d'impact sectorielle "circulation routière" est nécessaire, ce n'est pas la législation ou la procédure ICPE qui peut répondre à ce besoin. C'est sans doute même au titre du Code de la Santé Publique que des propositions au préfet devraient être envisagées.

3.5.2 Service départemental de l'architecture et du patrimoine

Le service départemental de l'architecture et du patrimoine a formulé un avis favorable au projet par courrier électronique du 28 décembre 2010, en précisant qu'il n'avait pas de remarque à émettre sur ce dossier.

3.5.3 Direction régionale des affaires culturelles

La direction régionale des affaires culturelles, indique par courrier du 13 décembre 2010 qu'elle n'édicterait aucune prescription archéologique sur ce projet.

Avis de l'inspection des installations classées

L'obligation de signaler toute découverte fortuite de vestiges est reprise au paragraphe 7.2 du projet d'arrêté préfectoral.

3.5.4 Service départemental d'incendie et de secours

Le service départemental d'incendie et de secours a émis, le 30 novembre 2010, un avis favorable sous réserve :

- d'interdire les brûlages sur le site,
- d'interdire de fumer dans les zones de stockage et de distribution de carburants et lubrifiants,
- de maintenir débroussaillé et nettoyé le terrain sous et autour des bandes transporteuses,
- de maintenir en permanence l'accessibilité aux trois citernes d'eau et de les munir de ½ raccords compatibles à ceux des services de secours.

Réponse du pétitionnaire

« Les différentes dispositions demandées par le SDIS sont actuellement en vigueur et continueront à être respectées. Après renseignement pris auprès du Capitaine Grandmottet, en charge du suivi de notre dossier, nous sommes en cours de vérification que les demi-raccords disposés sur les citernes sont compatibles à ceux des services de secours. Le cas échéant, les éléments nécessaires seront rendus compatibles immédiatement. Une visite du site est prévue au cours du début du mois de mai 2011 afin que le SDIS ait une bonne connaissance du contexte et des moyens de lutte contre les incendies mis en place ».

Avis de l'inspection des installations classées

Les observations du service départemental d'incendie et de secours sont reprises à l'article 12 du projet d'arrêté préfectoral.

3.5.5 Direction départementale des territoires

Le directeur départemental des territoires a émis le 29 novembre 2010 un avis favorable en demandant :

- l'extinction des lumières à proximité du quai de chargement sur le Rhône hors période de transbordement effectif, ainsi qu'entre 0 h et 4 h,
- des informations plus précises sur les deux forages (débit des pompes et consommation, description et localisation des ouvrages, mesures prises pour limiter les risques de pollution),
- que toutes les précautions soient prises afin de ne pas altérer la qualité des eaux souterraines, et que les préconisations du bureau d'étude Berga Sud ainsi que les précautions actuellement en place soient reprises dans l'arrêté préfectoral,
- que le certificat de conformité du système d'assainissement non collectif soit délivré par le SPANC de la commune d'Orange,
- que les autorisations de défrichement nécessaires soient obtenues.

Réponse du pétitionnaire

En réponse aux remarques formulées par le directeur départemental des territoires, le pétitionnaire précise que :

- les préconisations de Berga Sud, décrites dans son étude hydrogéologique et reprises dans l'étude d'impact, seront intégralement respectées et les précautions actuellement en place seront conservées,
- les forages P1 (Nord) et P2 (Sud) sont actuellement protégés pour éviter toute infiltration (local fermé à clef, sol bétonné, tête d'ouvrage étanche...). Les aménagements demandés par Berga Sud seront réalisés au plus tard avant le 31 août 2011,
- le certificat de conformité de l'assainissement non collectif a été établi le 07 avril 2011 par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) d'Orange,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement sur les terrains concernés par le projet d'extension a été obtenu le 24 janvier 2011 ; concernant l'espace boisé classé tout défrichement est actuellement interdit, c'est pourquoi une nouvelle demande de défrichement sur ce terrain sera réalisée dès que la commune d'Orange aura déclassé cette zone, dans le cadre de son nouveau Plan Local d'Urbanisme.

Avis de l'inspection des installations classées

L'exploitant a pris en compte les remarques de ce service et mis en place les moyens appropriés ; par ailleurs, le personnel ne boit pas l'eau issue des forages, il dispose en permanence d'eau en bouteille.

Les demandes de la direction départementale des territoires sont reprises aux articles 7.1, 10.3, 10.6 et 18 du projet d'arrêté préfectoral.

3.5.6 Service biodiversité, eau et paysages de la DREAL

Le Service biodiversité, eau et paysages (SBEP) de la DREAL a émis le 7 avril 2011 un avis favorable au projet considérant, compte tenu des conclusions favorables tant de l'étude paysagère que de l'étude d'incidence au titre de Natura 2000, que les effets du projet sur le milieu seront réduits et compensés dans le cadre de la remise en état à vocation naturelle.

Il a toutefois demandé que des précisions soient apportées sur les points suivants :

- détail de la mise en œuvre de l'entretien des plantations avec la répartition financière annuelle,
- épaisseur de terre par rapport à celle des stériles à mettre en place pour pérenniser la végétation dans le cadre de la remise en état du site,
- effets cumulés sur le milieu naturel.

Réponse du pétitionnaire

« Pour garantir la pérennité des plantations, celles-ci seront réalisées à la période la plus favorable, soit à l'automne, afin de permettre l'installation des systèmes racinaires dans les meilleures conditions. L'arrosage sera adapté et progressivement diminué sur les deux premières années, pour arriver à partir de la troisième année à un arrosage à l'occasion du dégagement des plantations en fin de printemps ; en cas d'insuffisance avérée de ces mesures, des interventions complémentaires seront effectuées.

Le coût annuel de cet entretien est évalué à 2.000 €.

L'épaisseur de terre à remettre en place pour retrouver une configuration comparable à l'état initial est faible, de l'ordre de quelques centimètres avec des surprofondeurs ponctuelles selon la configuration des lieux pour la mise en place de sujets arbustifs ou arborescents, dans la mesure où le massif du Lampourdier au droit du projet se définit comme une zone d'affleurement calcaire, donc caractérisé par de faibles épaisseurs de terre.

L'étude d'impact fait référence aux trois études écologiques réalisées par Barbanson Environnement qui font une description bibliologique et basée sur des relevés de terrain, des habitats, de la faune et de la flore présents sur l'ensemble du massif, y compris sur le secteur de la plaine du Rhône concerné par le classement Natura 2000 en prenant en compte les exploitations existantes. Les modes d'exploitation présentés dans les projets de nos concurrents étant identiques à ceux pratiqués aujourd'hui, et pour SCV l'emprise étant même inchangée, les effets cumulés sur le milieu naturel ne représentent pas un impact significativement supérieur ~~sur le milieu naturel~~.

Avis de l'inspection des installations classées

L'inspection considère également que les conclusions des études rappelées ci-dessus sont de nature à assurer une protection des différents milieux identifiés dans l'étude d'impact. Par ailleurs, l'exploitant a apporté les précisions demandées.

Les observations du SBEP sont prises en compte aux articles 7.6 et 8 du projet d'arrêté préfectoral.

3.5.7 Conseil général de Vaucluse

Par courrier du 17 janvier 2011, le conseil général de Vaucluse a précisé que :

- concernant les voies de circulation, la poursuite de l'exploitation dans des conditions identiques à celles d'aujourd'hui n'est pas de nature à poser des problèmes routiers,
- il convient de veiller à ce que la sortie des camions sur la RD 17 n'occasionne ni salissures, ni déformation de la chaussée,
- lors du travail de nuit, l'éclairage du port et du tapis d'alimentation n'amène pas une gêne à la circulation,
- les installations ne pénalisent pas d'éventuels aménagements ultérieurs de la voie verte du Léman à la mer.

Réponse du pétitionnaire

« Afin de répondre aux demandes du Département et définir les modalités de bon fonctionnement des différentes activités pour ne pas porter atteinte à la voirie, une réunion sur site avec M. Gaidon, responsable de l'agence routière départementale d'Orange, a eu lieu le 04 avril 2011.

Les mesures déjà existantes sont suffisantes pour obtenir une chaussée propre garantissant la sécurité des usagers ; M. Gaidon demande que le balayage de la voirie soit réalisé prioritairement en fin de semaine, ce qui sera respecté.

L'éclairage du terminal fluvial actuel est situé uniquement au niveau du Rhône et de la Meyne, aucun élément lumineux ne se trouve à proximité de la RD 17.

Concernant la compatibilité avec la voie verte du Léman à la mer et après renseignements auprès de M. Gérard Gazza du Conseil Général, il est précisé qu'au droit de cette voie verte envisagée (piste CNR existante) le convoyeur à bande traverse le terrain en souterrain. Cette piste existante a une largeur supérieure à trois mètres permettant la circulation d'un véhicule léger et la réalisation de ladite voie verte. La sécurité des usagers est garantie par la présence d'un grillage suffisamment dimensionné empêchant toute intrusion involontaire au sein des installations techniques de LGS. Aucune modification ou mesure particulière n'est demandée ».

Avis de l'inspection des installations classées

L'exploitant a répondu aux attentes du conseil général.

Les observations formulées par le conseil général sont reprises aux articles 6.3, 15 et 18 du projet d'arrêté préfectoral.

3.5.8 Service de la navigation Rhône-Saône

Le service de la navigation Rhône-Saône a confirmé par courrier électronique du 4 mars 2011 qu'il n'avait pas d'observation à formuler sur cette demande, n'étant concerné que par la bande transporteuse et le poste de chargement sur le Rhône, équipements existants déjà et qui ne sont pas modifiés.

Les autres éléments du dossier sont hors du champ de ses compétences.

Avis de l'inspection des installations classées

Des prescriptions spécifiques relatives au terminal fluvial sont proposées à l'article 18 du projet d'arrêté préfectoral.

3.5.9 Institut national des appellations d'origine contrôlée

Par courrier du 26 janvier 2011, l'I.N.A.O. émet les réserves suivantes :

- respecter les conditions techniques limitant et réduisant les émissions de poussières,
- respecter les propositions techniques visant à limiter l'impact visuel au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation,
- programmer l'arrêt de cette exploitation qui vise à la disparition progressive du massif du Lampourdier.

Réponse du pétitionnaire

« Concernant les émissions de poussières liées au transport par camions, plusieurs dispositions sont prises pour les limiter (plus de 1,5 kilomètres de convoyeur à bande répartis sur l'ensemble du site, ce qui génère l'économie de 4 à 5 camions en rotation journalière, arrosage des pistes de circulation accru en période ventée, bâchage des camions transportant des produits fins, piste d'accès au site bitumée et arrosée chaque jour, nettoyage de la RD chaque semaine).

Concernant les effets des poussières sur les vignes, une étude relative à l'influence des retombées de poussières calcaires sur le fonctionnement de la vigne a été initiée par Lafarge en 2001 ; cette étude, ainsi que son protocole d'expérimentation ont été présentés à la Chambre d'agriculture, syndicats et représentant des vignerons de Châteauneuf-du-Pape et Côtes du Rhône au cours de plusieurs réunions dont celle du 21 décembre 2006 où l'ensemble des parties prenantes étaient présentes.

Lors de ces différentes présentations et jusqu'à maintenant aucune remarque, critique ou argumentation n'a été portée à notre connaissance de la part de qui que ce soit, alors que l'ensemble des données de recherche et d'expérimentation et des résultats étaient bien connues.

A ce jour, nous disposons d'un rapport de synthèse établi par le SADEF en décembre 2010, joint au dossier, et qui met en avant des conclusions pertinentes et objectives.

De manière à confirmer les conclusions détaillées dans le rapport de synthèse sus visé, il pourrait en effet être intéressant que cette étude continue annuellement, mais sur la base d'une expérimentation en plein-champ.

Enfin, dans le département du Vaucluse marqué par un nombre important de carrières alluvionnaires, le massif du Lampourdier est le seul site de roche massive proche des grandes agglomérations du département présentant une très bonne qualité et des réserves potentiellement importantes. Une réduction de la production, tant en volume qu'en durée, impliquerait pour produire des granulats équivalents d'exploiter des gisements de roches massives beaucoup plus éloignés et sans possibilité de transport fluvial ».

Avis de l'inspection des installations classées

Les dispositions prises par l'exploitant pour limiter les émissions de poussières dans l'environnement sont satisfaisantes et conformes aux dispositions réglementaires.
Elles sont reprises aux articles 6.3, 11.1 à 11.4, 15 et 18 du projet d'arrêté.

L'étude relative à l'influence des retombées de poussières calcaires sur le fonctionnement de la vigne est intéressante et nécessaire afin de pouvoir apporter une réponse précise aux viticulteurs.

Les principales conclusions de cette étude sont les suivantes :

« Du point de vue de l'étude de la production quantitative et qualitative, les conditions de l'essai (culture de vignes en pots sous serre) n'ont pas permis de réaliser des niveaux de production aussi importants qu'en plein-champ. De ce fait, les interprétations sont délicates (peu de rendement et donc très souvent pas suffisamment de raisin pour permettre une analyse statistique). En revanche, il est au moins possible de conclure à un impact très limité des apports de poussières, aucune tendance récurrente à la baisse ou à la hausse des paramètres de production n'a pu être mise en évidence.

Cependant, en 2005 (et dans une moindre mesure en 2004), les apports de poussières semblent avoir joué un rôle protecteur contre les attaques d'oïdium.

Enfin, le fonctionnement de la photosynthèse des vignes n'est pas altéré par les retombées de poussières, toutes les vignes présentant une activité photosynthétique équivalente au niveau optimal.

En conclusion, l'expérimentation a permis d'étudier précisément l'impact des retombées de poussières sur la vigne au niveau de paramètres qualitatifs (efficacité de la photosynthèse, teneurs et équilibres en éléments minéraux dans les feuilles) et d'aborder les aspects liés à la production, même si ces derniers sont moins représentatifs de la situation en plein-champ. »

L'inspection propose donc que cette étude soit poursuivie et étendue sur la base d'une expérimentation en plein-champ.

Les résultats seront présentés et commentés chaque année lors de la réunion de la commission de suivi.

Ces dispositions sont reprises à l'article 11.5 du projet d'arrêté.

Enfin, la programmation d'arrêt d'exploitation du massif du Lampourdier ne nous paraît pas raisonnable, ce massif étant le seul site de roche calcaire proche des grandes agglomérations du département et qui présente un matériau de très bonne qualité et des réserves potentiellement importantes ; de plus, son appontement sur le Rhône est un atout majeur en terme de transport vers le bassin d'Avignon.

4 - CONCLUSIONS

Les remarques et observations formulées lors de l'enquête publique et de la consultation administrative auxquelles ce projet a été soumis ont été levées par les réponses apportées par le pétitionnaire.

Le projet de la Société Lafarge Granulats Sud s'inscrit dans les préconisations du schéma départemental des carrières approuvé ; les critères de compatibilité de la demande tels que définis aux paragraphes 3 et 8 des éléments d'actualisation du schéma départemental des carrières précité sont respectés, en effet :

- le pétitionnaire justifie l'utilisation des matériaux extraits,
- l'impact du projet en terme de nuisances a été parfaitement défini et analysé, et les mesures proposées et imposées à l'exploitant,
- le projet d'après carrière est clairement et précisément défini par une étude spécifique, et l'exploitant, propriétaire des terrains s'est engagé sur la pérennité du site, en partenariat, notamment, avec la commune d'Orange.

La montée en puissance de la capacité d'extraction se fera progressivement sur au moins 5 ans ; ce projet d'extension ne génère aucune augmentation du trafic routier par rapport à la situation actuelle, tout ce qui est produit au delà de 250.000 tonnes par an étant transporté par voie fluviale à partir d'un appontement existant sur le Rhône, en activité depuis 2005, et dont le fonctionnement n'a fait l'objet d'aucune critique ou observation.

L'environnement spécifique du site par un vignoble de renommée est pris en compte depuis 10 ans par une étude relative à l'influence des retombées de poussières calcaires sur le fonctionnement de la vigne initié en 2001 ; il sera poursuivi et étendu sur la base d'une expérimentation en plein-champ.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prévoit la tenue d'un comité de suivi tous les ans.

Avec ces prescriptions, il apparaît que les dangers ou inconvénients pour les tiers et pour l'environnement seront prévenus et que dès lors l'autorisation peut être accordée.

Cette affaire est à présenter devant la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, dont l'avis est requis, conformément à l'article R 512-25 du code de l'environnement.

L'inspecteur des installations classées,

Vu, adopté et transmis avec avis conforme
à monsieur le préfet de Vaucluse
Direction Départementale de la Protection des
populations,
Pour le directeur et par délégation,

Pour le Directeur et par délégation
L'Adjoint au chef du Service
Préventions des Risques

